

L'internationalisation de l'enseignement supérieur et ses effets sur l'économie

Reinhilde Veugelers [KULeuven-reinhilde.veugelers@kuleuven.be]

Bien que les établissements d'enseignement supérieur et les autorités adoptent de plus en plus de stratégies d'internationalisation et reconnaissent l'importance de l'internationalisation en tant que source de bénéfices pour la société, l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur ne peut être tenue pour acquise. Les véritables effets de la détérioration actuelle de l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans une ère post-pandémique plus déglobalisée se feront probablement sentir dans toute leur ampleur à plus long terme, une fois rompu le cercle vertueux de la mobilité. Aussi est-il d'autant plus important de disposer de meilleures données et analyses sur les tendances et les effets de l'internationalisation de l'enseignement supérieur et du déploiement d'instruments politiques.

CONTEXTE DE L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les établissements d'enseignement supérieur et les gouvernements reconnaissent de plus en plus souvent que l'internationalisation de l'enseignement supérieur apporte des bénéfices substantiels à la société. Ils adoptent des stratégies d'internationalisation, s'engagent dans une « guerre » mondiale pour les premières places du classement et essaient d'attirer les talents des quatre coins du monde, notamment les diplômés et chercheurs en STIM et en TIC, qui sont les plus enclins à la mobilité internationale. Et pourtant, l'internationalisation de l'enseignement supérieur ne peut pas être tenue pour acquise. L'environnement politique, économique et social en faveur de l'internationalisation de l'enseignement supérieur est hautement dynamique et cyclique. Bien qu'offrant la possibilité de revenir à des chaînes d'approvisionnement européennes, la montée actuelle du protectionnisme et des tensions géopolitiques, le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et la pandémie de COVID-19 constituent une menace pour l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

PRINCIPALES CONCLUSIONS SUR LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

Malgré l'importance croissante accordée au concept d'internationalisation de l'enseignement supérieur au sens large, la plupart des stratégies politiques des établissements d'enseignement supérieur, y compris d'Europe, mettent principalement l'accent sur la mobilité internationale, le recrutement d'étudiants et de chercheurs et la réputation et la visibilité internationales. L'internationalisation reste sous-développée, mais pourrait trouver une impulsion dans la crise de la COVID-19.

L'excellence et le prestige de l'institution d'accueil en matière de recherche et d'enseignement est le premier critère de sélection des destinations. À l'inverse, les principales motivations d'un retour au pays sont personnelles et familiales.

La mobilité intracommunautaire des étudiants et des chercheurs semble augmenter, ce qui est une bonne nouvelle pour la mission de l'Union européenne visant à établir des espaces européens de l'enseignement supérieur et de la recherche (EEES et EER), mais dans le même temps, d'aucuns craignent que le processus d'intégration intracommunautaire ne détourne l'attention de l'ouverture au-delà de l'Union européenne ou ne s'y substitue. L'Union européenne a beaucoup à gagner à attirer des talents et à collaborer avec des espaces de premier plan en dehors de l'Union. Rappelons que l'espace économique européen, l'EEES et l'EER ont pour mission essentielle de favoriser l'ouverture extracommunautaire parallèlement à la mobilité intracommunautaire.

Les États-Unis jouissent non seulement d'un taux élevé d'attraction des étudiants et chercheurs en provenance d'Asie/de Chine, mais également d'un taux de rétention élevé, bien supérieur à celui des étudiants européens.

PRINCIPALES CONCLUSIONS SUR LES EFFETS DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

La plupart des analyses d'impact se concentrent habituellement sur les coûts et les gains économiques à court terme de la mobilité internationale. Ses effets à long terme proviennent de l'intégration d'étudiants et de chercheurs mobiles au marché du travail, contribuant à la création de connaissance, à l'innovation et aux performances

économiques. Ces bénéfices à long terme peuvent rapidement dépasser tout coût ou bénéfice à court terme, tout en limitant les effets d'éviction. L'ampleur de ces effets positifs à long terme pour l'environnement d'accueil est essentiellement déterminée par le taux de rétention et la qualité des personnes qui restent.

L'examen des effets de la mobilité internationale des étudiants et des chercheurs révèle non seulement que les meilleurs étudiants et scientifiques sont mobiles sur le plan international, mais également que la mobilité transfrontalière s'accompagne d'une amélioration du capital humain, qui n'aurait pas lieu sans la mobilité, ouvrant ainsi la voie à des bénéfices substantiels sur le long terme.

CERCLES DE MIGRATION VERTUEUX

Dans l'ensemble, les faits montrent clairement que l'internationalisation et l'excellence vont de pair. Les personnes mobiles sur le plan international, en particulier les étudiants de master, les doctorants et les chercheurs confirmés, sont les plus talentueuses parmi leurs pairs, leur émigration créant généralement une « fuite des cerveaux » pour le pays d'origine et leur immigration un « gain de cerveaux » pour le pays de destination. Mais comme l'émigration et l'immigration sont étroitement corrélées, les pays ouverts bénéficient de la circulation des cerveaux, c'est-à-dire qu'ils gagnent plus d'excellence grâce aux talents importés que ce qu'ils perdent à cause des talents exportés. Cela ne vaut toutefois que pour les pays disposant d'une assise locale de qualité. Les pays ayant une assise locale plus faible tirent toujours profit de l'importation de talents, mais la perte de qualité due à l'émigration est plus importante. Ces pays bénéficient toutefois d'un « retour des cerveaux » lorsque les émigrants regagnent leur pays, même si les talents qui reviennent ne sont pas les meilleurs.

Pour tirer parti de la mobilité des talents, tout pays doit établir un cercle vertueux durable en créant un environnement solide qui attire les meilleurs talents internationaux. Ces « meilleurs talents immigrés » représenteront un gain de cerveaux qui viendront s'ajouter aux talents locaux. Cela renforcera l'excellence globale du pays, ce qui, par voie de conséquence, permettra d'améliorer l'attractivité du pays vis-à-vis des prochains afflux de chercheurs. Les États-Unis, la Suisse, le Royaume-Uni et les pays d'Europe du Nord figurent parmi les exemples de cercles vertueux.

IMPLICATIONS POLITIQUES

L'instauration d'un environnement local d'enseignement, de recherche et d'innovation ouvert et solide devrait occuper une place de premier plan parmi les priorités politiques européennes, nationales et régionales, afin de créer les

bases d'un lien vertueux entre ouverture et excellence. Dans le même temps, les obstacles à la mobilité internationale devraient être supprimés. Des études montrent que les questions réglementaires, telles que la transférabilité des droits à pension et les obligations de visa, constituent des obstacles importants. L'élimination de ces obstacles constitue un objectif politique simple, puisqu'il s'agit essentiellement d'une compétence politique nationale/régionale. Les obstacles supplémentaires à la mobilité peuvent avoir des implications importantes à long terme s'ils entraînent la rupture des cercles vertueux de mobilité.

Étant donné que les établissements d'enseignement supérieur façonnent la réputation d'excellence d'un pays ou d'une région en matière d'enseignement, de recherche et d'innovation, les politiques devraient s'attacher à éliminer les obstacles et à fournir des incitants et des ressources aux établissements d'enseignement supérieur, afin qu'ils s'engagent dans des stratégies d'internationalisation et en récoltent les bénéfices. Les établissements d'enseignement supérieur redoutent ce qu'il se passera dans un monde post-pandémique, plus déglobalisé. En ces temps incertains, les décideurs politiques régionaux, nationaux et européens auront pour devoir de s'engager à pérenniser leur soutien financier, voire, si possible, à l'augmenter. Ce soutien financier sera plus durable si son efficacité peut être plus clairement démontrée par des analyses d'impact de qualité.

Les autorités européennes devraient clairement montrer leur engagement en faveur des programmes de mobilité internationale, en particulier les bourses Erasmus+, Marie Skłodowska-Curie et du Conseil européen de la recherche et les programmes de communautés de la connaissance et de l'innovation de l'Institut européen d'innovation et de technologie. Lors du déploiement de leur initiative phare « universités européennes », elles devraient soutenir les établissements d'enseignement supérieur dans leur ambition d'une mobilité harmonieuse, avec leurs partenaires européens et non européens. En outre, l'Union européenne devrait accorder plus d'attention à l'amélioration de son arsenal d'instruments politiques de mobilité internationale. Elle devrait également mieux aligner ses instruments sur les instruments nationaux et régionaux et compléter son arsenal d'instruments politiques. Certains instruments font défaut au niveau de l'Union européenne, dont un programme international de bourses pour les séjours de longue durée à l'étranger pour les étudiants en début de doctorat.

Davantage de données devraient être disponibles non seulement sur la quantité, mais également la qualité des connexions internationales, afin d'appuyer les politiques nationales et européennes en faveur de la mobilité internationale. Il conviendrait également de suivre et d'analyser plus régulièrement les effets nets de

European Expert Network on Economics of Education (EENEE)

Financé par la Commission européenne, DG Éducation et culture



Erasmus+

Publications de l'EENEE et informations complémentaires sur : <http://www.eenee.org> – Coordination : CEPS - Centre d'études des politiques européennes et Institut ifo - Institut Leibnitz de recherche économique de l'Université de Munich.

© EENEE 2020. Tous droits réservés. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et non celles de la Commission européenne.

l'internationalisation, en mettant non seulement l'accent sur ses coûts et bénéfices à court terme, mais également sur ses effets à long terme, car c'est là que résident la plupart des effets positifs potentiels. Pour évaluer les effets à long terme, davantage d'indicateurs seront nécessaires, pour suivre les taux de rétention, la qualité des personnes qui décident de rester et leurs profils d'activité lors de leur séjour. Le déploiement d'une initiative européenne de suivi des diplômés serait par conséquent la bienvenue. Enfin, des études plus régulières sont nécessaires pour analyser l'efficacité des instruments politiques déployés pour stimuler l'internationalisation.

RÉFÉRENCES

Centraal Planbureau. (2012). De economische effecten van internationalisering in het hoger onderwijs. CPB Notitie. Disponible sur <https://www.cpb.nl/publicaties>

Franzoni C., Scellato G., Stephan P. (2015). International mobility of research scientists. Lessons from GlobSci. Dans Geuna A. (ed.) (2015) *Global mobility of research scientists. The economics of who goes where and why*. Amsterdam, Academic Press.

Knight, J. (2013). *The changing landscape of higher education internationalization—for better or worse? Perspectives: Policy and practice in higher education*, 17(3), 84-90.

Lepori B., Seeber M., Bonaccorsi A. (2015). Competition for talent. Country and organizational-level effects in the internationalization of European higher education institutions. *Research Policy*, 44 (3), 789-802.

London Economics. (2018). The costs and benefits of international students by parliamentary constituency. Disponible sur <https://www.hepi.ac.uk/category/publications/>

Veugelers, R. (2017). Countering European brain drain. *Science*, 356(6339), 695-696.

Pour de plus amples détails, voir : Sandra McNally. *Effets de l'internationalisation de l'enseignement supérieur sur l'économie* Rapport analytique de l'EENEE n° 40, septembre 2020. http://www.eenee.de/dms/EENEE/Analytical_Reports/EENEE_AR40.pdf.